

## Les " Eumeup's "

NDLR : L'article du général Jean-René Bachelet consacré aux écoles militaires préparatoires est extrait du livre *Le 149<sup>e</sup> Chaînon, Carnet de route d'une promotion de Saint-Cyr (1962-2002)* où il figure dans le chapitre intitulé *Le temps des corniches*.

*Article publié avec l'aimable autorisation de Marc de Wargny, coordinateur de cet ouvrage remarquable.*

Tout homme, toute communauté humaine, s'inscrivent dans un moment de l'Histoire. Il en est ainsi de notre promotion de saint-cyriens : la première à se constituer alors que la France n'a aucun soldat engagé sur quelque théâtre d'opérations que ce soit, ce qui n'était pas arrivé depuis des décennies, voire plus d'un siècle; l'une des dernières pour lesquelles la préparation au concours de Saint-Cyr pouvait s'effectuer en une seule année après le baccalauréat; l'une des dernières aussi dont l'effectif outrepassait très largement ce que nous connaissons aujourd'hui : 250 sans les étrangers, si mes souvenirs sont bons. Mais c'est une autre singularité que je voudrais développer ici, sauf à omettre une caractéristique à vrai dire rarement mise en évidence et qui, pourtant, a donné pendant près d'un demi-siècle un profil très particulier au corps des officiers de l'armée de terre issus de Saint-Cyr : un sur quatre était un « *enfant de troupe* », dans sa définition qui a prévalu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la réforme de 1983 instituant les lycées militaires tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Comment cette population, aujourd'hui disparue depuis bientôt vingt ans en tant que source de recrutement, était-elle représentée dans notre promotion ? En quoi était-elle singulière ? Quelles réflexions cela peut-il nous inspirer pour aujourd'hui et pour demain ?

Pour être précis, la dénomination officielle des soixante-six parmi nous qui s'identifiaient, non sans ostentation, comme anciens enfants de troupe (AET) était : " *élèves des écoles militaires préparatoires* " (EMP) ; d'où, en jargon saint-cyrien, l'appellation d' " *eumeup's* " ; je reviendrai plus loin sur la connotation péjorative dans l'esprit de nombre de nos camarades, voire de nos instructeurs, de cette appellation générique.

En commun, nous avions cette caractéristique de porter l'uniforme depuis l'âge de dix, douze ans, quand nous étions entrés par concours en sixième dans l'une des six écoles militaires préparatoires métropolitaines de l'époque: deux écoles d'enseignement général couvrant l'ensemble du secondaire et au moins une classe préparatoire (Autun avec une classe de corniche " *histoire et géographie* " ; Aix-en-Provence avec deux classes de corniche " *sciences* " ) ; deux écoles où la scolarité s'achevait en première et devait alors être poursuivie dans l'une des deux écoles précédentes (Billom et Les Andelys) ; deux écoles militaires préparatoires techniques (EMPT de Tulle et du Mans) débouchant, soit sur les classes préparatoires d'Autun ou d'Aix-en-Provence ou encore du Prytanée militaire de La Flèche, soit sur l'Ecole des arts et métiers, recrutement peu connu qui a perduré jusqu'à nos jours.

Encore faut-il observer, pour être complet, que nombre de ces " *eumeup's* " avaient fait un passage au Prytanée, alors réserve, pour le secondaire, aux fils d'officiers, mais dont les classes préparatoires à Navale, à l'X, à l'école de l'Air ou à Saint-Cyr étaient

ouvertes aux enfants de troupe ; pour l'option " *langues* " du concours de Saint-Cyr d'alors, c'était d'ailleurs la seule possibilité.

De surcroît, il existait une " *école enfantine* ", l'école militaire enfantine Hériot à La Boissière, près de Paris, qui admettait des élèves du primaire avant qu'ils ne rejoignent, par concours, l'une ou l'autre des EMP pour l'entrée dans le secondaire. A ma connaissance, seul notre camarade Breuil en était issu: il portait ainsi, quant à lui, l'uniforme depuis l'âge de cinq ou six ans et était devenu Autunois en 6<sup>e</sup>, jusqu'à la corniche.

Enfin, des écoles militaires préparatoires avaient été créées dans l'empire: Koléa en Algérie, Brazzaville en Afrique équatoriale française", Le Tampon à La Réunion, Dalat en Indochine. Parmi nous, seule l'école de Dalat était représentée; Conci et Parel en étaient issus; comme leurs camarades, ils avaient rejoint l'une ou l'autre des écoles militaires préparatoires de la métropole en 1955, à la dissolution de leur école, lorsque la France s'était retirée d'Indochine.

Au-delà de ces cas particuliers emblématiques, il faut le répéter, les " *eumeup's* " ne constituaient pas, avec 25 % de l'effectif de la promotion (non compris d'ailleurs les quelques Africains issus de Brazzaville), une minorité marginale. Si l'on extrapole aux promotions de l'époque, on ne peut pas considérer comme indifférent qu'un officier saint-cyrien sur quatre ait été de cette catégorie au cours du dernier demi-siècle. Encore faut-il observer que si la contribution à la population des officiers de Marine était négligeable et la part parmi les officiers de l'Air peu significative, elle était considérable pour le Service de santé (il y a peu, la majorité des professeurs agrégés de l'hôpital du Val-de-Grâce étaient d'anciens enfants de troupe).

C'est pourquoi il faut aller plus loin: en quoi cette population se singularisait-elle?

Lorsqu'on posait alors la question à nos camarades " *nass* " (issus du Prytanée) ou " *pékings* " (venant des corniches civiles), la réponse, dans bien des cas, pouvait ne pas être flatteuse. Au mieux, " *l'eumeup's* " aurait été celui qui, au courant des ficelles et des trucs de la vie militaire, savait tirer son épingle du jeu dans le monde quelque peu kafkaïen de l'îlot T, rusant avec les mille embûches tendues par la *strasse*, les *gradailles* ou les anciens, se défilant à l'occasion.

Au pire, ç'aurait été un " *malgré lui* ", indifférent et blasé, à la vocation douteuse, n'ayant d'autre choix, à l'issue de sa scolarité, que l'alternative entre un remboursement de ses études (hors de sa portée) et un engagement dans l'armée (pour un contrat de cinq ans ou pour une carrière d'officier). il est vrai qu'ayant épuisé depuis longtemps les joies de l'uniforme et du formalisme militaire, nous en rajoutions parfois, face aux " *fanas au couteau entre les dents* ", sur le registre de la désinvolture ou de la provocation.

Mais, pour reprendre le dicton, " *c'est à l'étable que l'on compte les bœufs* " ; or, je connais nombre de " *blasés* " d'alors qui. ont fait de belles carrières chez les parachutistes ou dans les troupes de marine, bref dans des unités qui ont toujours été sur la brèche, ou encore dans l'infanterie, quand, quelquefois, le " *couteau entre les dents* " a pu rapidement céder la place à une réorientation plus lucrative ou plus paisible.

La singularité des " *eumeups* " n'était donc pas, de fait, celle de la connotation parfois péjorative de l'appellation. Elle résidait à la fois dans un certain type de recrutement (dans une double dimension sociologique et qualitative) et dans une histoire personnelle.

Pour le recrutement, là où les écoles d'enfants de troupe du début du siècle étaient ouvertes seulement aux fils de militaires non-officiers et aux pupilles de la nation, avec une vocation prioritaire à recruter des sous-officiers, les écoles militaires préparatoires ont été, après la Deuxième Guerre mondiale, accessibles à l'ensemble de la population française, la seule condition étant que le père ait effectué son service militaire ou qu'il soit mort pour la France, ce qui n'était alors pas rare; par ailleurs, elles visaient la meilleure promotion possible et ouvraient donc aux grandes écoles militaires.

A une époque où faire des études secondaires n'était pas aisément accessible à des enfants de condition modeste, ces dispositions leur offraient, outre un enseignement de qualité, une prise en charge totale, la seule condition étant celle de servir l'Etat durant cinq ans à l'issue de la scolarité.

L'accès se faisait en sixième, par concours. Ce concours devait être sélectif si j'en crois un souvenir personnel: à mon arrivée à Autun, le 19 septembre 1954, le capitaine qui nous recevait, ma mère et moi - mon père était mort pour la France, dans la Résistance -, a cru devoir faire observer que, si j'avais quelques difficultés à suivre dans la section "classique" dans laquelle on m'engageait, on pourrait toujours me réorienter; ma mère avait alors vivement réagi: " *mais il est le premier de sa classe* ", ce à quoi le capitaine avait rétorqué: " *Madame, ils sont tous des premiers de classe* ". C'est ainsi qu'à quelques exceptions près, sept ans plus tard, les mêmes pouvaient se retrouver ensemble en terminale; tous ou presque sont devenus officiers, par Saint-Cyr, l'Ecole militaire interarmes, l'Ecole de l'air ou l'Ecole de santé militaire. On a là, me semble-t-il, un bon exemple concret de ce qu'on a appelé ailleurs "l'élitisme républicain".

Ainsi, pendant des décennies, l'armée a-t-elle pu recruter, pour ses officiers, sur le registre le plus large, dans la substance vive de la nation, notamment dans ses catégories les plus modestes, et avec des garanties de qualité; notre promotion en est un exemple particulièrement probant, creuset où 250 jeunes gens, issus des milieux les plus divers, *nass*, *pékings*, *eumeup's*, sont devenus des officiers animés d'un idéal commun, au-delà des différences d'origine sociale, scolaire ou raciale.

Etre enfant de troupe en entrant à Saint-Cyr, c'était aussi avoir déjà une expérience en milieu militaire. Par nature, mon témoignage sur ce point sera personnel; c'est celui d'un Autunois, largement partagé par les condisciples issus de la même école.

Je garde de mes huit années à Autun, de 10 à 18 ans, de la 6<sup>e</sup> à la corniche, de 1954 à 1962, un souvenir lumineux ; c'est là, nulle part ailleurs, que je me suis construit, qu'il m'a été donné de constituer ce fonds propre sans lequel il n'y a pas de liberté d'homme. Non pas que l'établissement ait eu je ne sais quel projet éducatif particulièrement performant. Il offrait d'abord un cadre de travail, avec un corps professoral de très grande qualité, notamment grâce à des professeurs du contingent d'un niveau exceptionnel et qui, du fait de la durée du service militaire de l'époque, pouvaient rester en poste 2 à 3 ans.

L'encadrement militaire, essentiellement des sous-officiers, n'avait pas de prétention pédagogique ou éducative élaborée ; attaché à maintenir un ordre et une discipline au demeurant débonnaires, il ne moralisait pas. Dans ce cadre-là, je peux dire, sans manier le paradoxe, que je garde le souvenir d'une immense liberté, au-delà du formalisme militaire plus ou moins démarqué qui constituait notre cadre de vie.

Liberté qui trouvait à s'exprimer pour les uns à travers le sport, intensément pratiqué, pour d'autres dans un scoutisme maison aux mains des seuls élèves (ainsi un chef de patrouille de 14 ou 15 ans pouvait-il conduire ses six jeunes camarades de 5<sup>e</sup> ou

4<sup>e</sup> à travers la forêt morvandelle, du samedi après-midi au dimanche soir, dans des conditions d'autonomie impensables aujourd'hui), pour d'autres encore à travers la fraternité des enfants de troupe catholiques, là encore aux mains des seuls élèves ; pour certains enfin, tout cela à la fois et plus encore.

Dans ces activités, l'encadrement ne jouait un rôle que fortuitement, du fait de la qualité propre de tel sous-officier, tel professeur, tel aumônier, à proportion de son aura personnelle et pour autant qu'il ait été plébiscité.

Ainsi ai-je appris que la forme, comme les structures, pour indispensables qu'elles soient, sont vaines au regard de l'homme, de l'esprit qui l'anime et de sa liberté. De cette histoire personnelle, partagée par beaucoup d'autres, résultaient, au-delà d'un solide mépris pour le formalisme - au moins d'une distance sceptique vis-à-vis du formalisme militaire - le sens de l'engagement personnel, mais aussi celui, aigu, de la solidarité, le culte passionné de la liberté mais aussi celui de la parole donnée, tout cela à l'ombre d'un drapeau tricolore que nous honorions, toute l'école réunie, chaque dimanche matin, en rappel que le service de la France pouvait donner sens à notre vie. Ainsi, bien loin du cliché de l' "eumeup's" désabusé, les enfants de troupe ont-ils contribué, notamment à travers ceux de notre promotion, à constituer pour une part notable, un corps d'officiers totalement dévoués au service de la France, dans leur pleine liberté d'homme, comme autant de représentants du peuple de France dans sa plus grande diversité.

Aujourd'hui, investi que je suis de la responsabilité de la formation dans l'armée de Terre et, à ce titre, notamment des lycées militaires, héritiers à la fois des écoles militaires préparatoires et du Prytanée, une telle évocation me conduit à m'interroger.

Par une de ces " ruses " dont Hegel nous dit que l'histoire est coutumière, en 1983, le recrutement des lycées militaires s'est resserré sur " l'aide à la famille " (sous-entendu des militaires) ; en clair, cela signifie qu'à 80 %, les élèves - qui n'entrent plus qu'en seconde et avec une sélection de valeur très relative - sont issus de familles de militaires ; les 20 % restants sont enfants de fonctionnaires, majoritairement enseignants.

Ainsi, à l'heure même où, plus que jamais on se montrait à juste titre soucieux de la meilleure symbiose possible entre l'armée et la nation, on a mis un terme au recrutement le plus large et le plus performant que l'armée et ses chefs aient jamais ouvert sur la communauté nationale, et notamment dans ses couches les plus modestes... Ruse de l'histoire !

Il est vrai que les classes préparatoires aux grandes écoles militaires restent très largement ouvertes, dans une logique " d'aide au recrutement " ; encore faut-il déjà en être arrivé là, et le parcours antérieur me paraît sensiblement éloigné de " l'ascenseur social " qu'étaient les écoles militaires préparatoires. De surcroît, une chose était d'offrir à des enfants un cadre de travail et d'épanouissement où ils pouvaient se construire, une autre est d'accueillir des jeunes gens de 17 à 18 ans pour une part déjà " construits ", à tout le moins pré-structurés (et aussi de ne pas accueillir ceux qui, à tort ou à raison, estiment que ce n'est pas là leur voie).

On ne recréera pas les enfants de troupe. Nous avons appartenu à un moment de l'Histoire. Reste que, riches de notre expérience, il est de notre responsabilité de faire en sorte que l'armée, au sein de laquelle nous avons servi si longtemps, puisse recruter les meilleurs des enfants d'une communauté nationale, dans son ensemble, qui, seule, donne à l'institution militaire sa légitimité.

Jean-René Bachelet (AU 54-62)